

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
19 décembre 1996 au 1^{er} janvier 1997

10,00 F

Tous fichés !



LA CNIL (Commission nationale informatique et libertés), créée en 1974 suite aux révélations sur le projet SAFARI du ministère de l'intérieur qui visait à constituer une banque de données à partir des informations glanées dans différents services de police voit ses pouvoirs – déjà fort peu étendus – remis une nouvelle fois en cause.

Chargée de veiller à la stricte application de la loi du 6 janvier 1978 qui réglemente les conditions de création et d'utilisation de fichiers informatiques nominatifs, la CNIL est un pis aller dans le suivi des dévoiements sécuritaires et capitalistes de l'outil informatique. En effet, on serait en droit de s'interroger sur la réalité de son indépendance vis-à-vis de l'Etat puisque sur les dix-sept membres qui la composent on dénombre deux députés, deux sénateurs, deux personnes nommées par les présidents de l'Assemblée nationale et du sénat, trois personnalités nommées en conseil des ministres. De même, ses capacités d'intervention sont somme toute ridicules puisqu'il ne lui

informatique (1) et reste un garde-fou gênant pour nos dirigeants.

Il y a de cela un an des chercheurs de l'institut national des études démographiques avaient fait savoir qu'ils considéraient que leurs travaux étaient entravés par les pouvoirs de la CNIL (2). Pour ces scientifiques, il importe peu que leurs résultats soient obtenus au détriment du droit à la vie privée de tout un chacun! Là où la bât blesse c'est qu'ils sont loin d'être les seuls à défendre cette position.

Un rapport dangereux pour les libertés

Dans leur rapport sur la transcription en droit français d'une directive européenne sur la protection contre les fichiers datant de 1995 et devant entrer en vigueur chez nous fin octobre 1998, Jean Gaeremynck et Maurice Méda, deux conseillers d'Etat, ont repris l'argument à leur compte (3). Ils recommandent dans ce torchon remis à Jacques Toubon le 17 octobre dernier une révision de la loi de 1978 afin de faciliter

seignement l'une de leurs préoccupations majeures.

Si aujourd'hui le genre de Jérôme Lejeune – maître à penser des anti-IVG –, Hervé Gaymard, peut affirmer au nom de son ministre que le carnet de santé ne laissant apparaître que le numéro de sécurité sociale est personnel et confidentiel, qu'en sera-t-il lorsque l'informatisation croissante des cabinets médicaux permettra le passage du support papier à la carte à puce?

Quand le sécuritaire rejoint le capitalisme

Ce rapport préconise également l'ouverture de la commission à des représentants patronaux. Cette proposition est à mettre en perspective avec une décision de la cour de cassation d'octobre 1995 qui estime que contrairement à ce qui est en vigueur pour les fichiers constitués au moyen des informations collectées directement auprès des individus « la loi du 6 janvier 1978 ne fait nullement l'obligation au responsable du fichier qui recueille auprès de tiers des informations nominatives aux fins de traitement d'en avertir la personne concernée ». ... Ainsi, si une société vend son fichier « clients » à une autre entreprise elle n'est en aucun cas tenue de vous prévenir. Parallèlement, les créations de fichiers à partir de données accessibles au public telles que les listes électorales, l'annuaire téléphonique et les registres de naissances ou de mariage, bénéficieront de la même impunité (5).

Si, sur ce point précis, la directive européenne que nous évoquions plus haut présente des orientations totalement inverses elle comporte par ailleurs des dérogations pour les fichiers visant la sauvegarde d'intérêts majeurs comme la sûreté de l'Etat, sous couverts de garanties totalement illusoire, de mettre en place des fichiers informatisés faisant apparaître l'origine ethnique, les opinions politiques, philosophiques et religieuses, l'appartenance syndicale des individus (6).

Voilà autant d'informations qui pourraient évoquer les mondes totalitaires décrits dans 1984, le célèbre roman d'Orwell, ou la bande dessinée SOS bonheur. Le problème c'est que c'est la réalité, et l'indice que le fascisme rampant gagne de jour en jour du terrain.

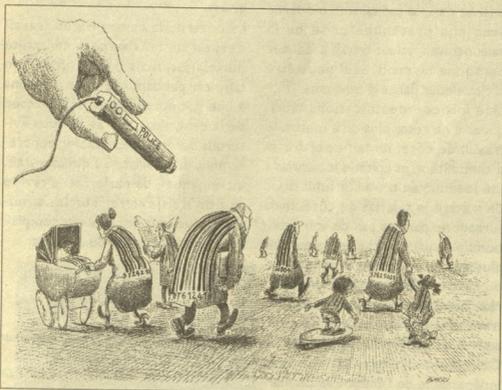
Jusqu'au

- (1) *Le Monde libertaire* du 19 janvier 1996
- (2) *Le Monde libertaire* du 2 novembre 1995
- (3) *Le Monde libertaire* du 25 novembre 1996
- (4) *Le Monde libertaire* du 20 novembre 1994
- (5) *Les Echos*, 22 avril 1996.
- (6) Georges Carrot. Histoire de la police. Ed. Taillandier, 1992.

• Congrès de l'AIT : les dernières nouvelles de l'anarchosyndicalisme...
page 5

• Etats-Unis : action directe antiflics et antiraciste au pays du KKK.
page 8

• Extrême droite : Analyse des réels dangers
page 4



est pas possible de procéder à des perquisitions ou à des saisies chez les entreprises ou les organismes faisant l'objet de plaintes pour fichage abusif. Si elle désire effectuer des vérifications sur place elle est tenue d'en avertir les créateurs du fichier hors-la-loi. Ses avertissements sont avant tout moraux puisque seul le Parquet peut décider d'une éventuelle condamnation. Pourtant l'activité de cette commission permet de mieux connaître l'ampleur des abus dans le domaine du suivi des individus par

ISSN 0026-9433 - N° 1064

M 2137 - 1064 - 10,00 F



FP2520

Les simulacres d'une prétendue idéologie du travail

« Qu'est-ce que la politique, alors que nous manquons de pain, alors qu'on nous ôte jusqu'au travail qui donne le pain? Que nous importent la liberté d'aller et de venir, la liberté de penser ou de ne pas penser, la garantie de la loi, et le spectacle des merveilles de la civilisation, et le maigre enseignement qu'on nous délivre, quand, par le retrait de tous les objets sur lesquels peuvent s'exercer l'activité humaine, nous sommes plongés dans le vide absolu; quand à l'appel de nos sens, de nos cœurs, de notre raison, l'univers et la société répondent : NÉANT!... »

Proudhon, *Toast à la Révolution*, 17 octobre 1848.

L'IDÉOLOGIE DU TRAVAIL est un fameux serpent de mer : tout le petit monde « intello » en parle mais les principaux intéressés, les travailleurs et les patrons, ne l'ont jamais vu. Et pour cause! Les travailleurs travaillent pour gagner leur croûte et non par amour de la valeur-travail. Les patrons les font travailler pour gagner la leur, de croûte, et ils vous le diront : faire travailler des travailleurs, c'est pas la moitié d'un boulot pour des patrons, ces « salauds de pauvres » y renâclent : ils ont tellement du mal à s'y mettre

à la valeur-travail qu'il faut toujours les surveiller – sinon c'est la productivité qui en prend un coup –, leur mettre la pression – on appelle ça le chômage –, leur réduire la « protection sociale » – autrement c'est des arrêts maladie pour un oui ou pour un non – etc, etc. C'est fou comme les travailleurs sont accros à la valeur-travail!

Pourtant, nous dit une philosophe (1) de cette fin de siècle, l'idéologie du travail voilà le problème, le nœud de l'affaire pour cette société en crise : le Travail est une valeur en voie de disparition et la société a du mal à s'y faire, tant elle s'était mis dans la tête, cette société, que le travail est le lien social par excellence. Finissons-en avec le Travail (mais laissons les entreprises travailler car il faut quand même que quelqu'un produise le papier sur lequel cette dame écrit) et marchons, en chantant, vers cette société citoyenne qui nous attend. Retour aux Grecs et à leur modèle démocratique...

Toujours la même rengaine

A la fin du siècle dernier on entendait déjà cette petite musique sur le travail : «...ils proclamaient comme un principe révolutionnaire, le droit au travail. Honte au prolétariat français! Des esclaves seuls eussent été

capables d'une telle bassesse. Il faudrait vingt ans de civilisation capitaliste à un Grec des temps héroïques pour concevoir un tel avilissement. »

Le monsieur qui écrivait cela a passé la majeure partie de sa vie à combattre l'influence des anarchistes sur le mouvement ouvrier, il s'appelait Paul Lafargue, apôtre du marxisme politique et auteur du pamphlet ultra-célèbre : « Le Droit à la paresse » où il fustigeait le monde ouvrier : «...le prolétariat trahissant ses instincts, méconnaissant sa mission historique, s'est laissé pervertir par le dogme du travail. Rude et terrible a été son châtement. Toutes les misères individuelles et sociales sont nées de sa passion pour le travail. » (2) L'auteur du « Droit à la paresse » semblait persuadé, en 1883, que les ouvriers parisiens de 1848 (le prolétariat français) s'étaient mis en mouvement pour un « Droit au Travail » réactionnaire; quand il s'agissait pour eux de mettre en avant le problème social face à une république qui ne voulait surtout pas de ça. Quinze cents fusillés, vingt-cinq mille arrestations en juin 1848, la passion pour le travail vous fait faire de ces choses... C'est sûr c'est l'idéologie du travail qui est un vrai problème!

Soyons sérieux, cette musique sur la néfaste « idéologie du travail » on la connaît par cœur, elle a ce petit goût de provocation qui attire des camarades en mal de subversion. Elle vise à confondre travail et travail salarié c'est à dire à confondre domination et activité humaine (cette activité sans laquelle l'être humain est face à un néant comme le dit Proudhon). Jamais aucun théoricien, je dis bien jamais, n'a sérieusement défendu une « idéologie du travail » qui valoriserait le travail salarié; ceux qui en ont parlé avaient le même cynisme que les nazis inscrivant le fameux « Arbeit macht frei » – le Travail rend libre – sur les portails des camps de concentration.

Le simulacre de la valeur travail

Notre philosophe de notre fin de siècle, Dominique Méda, a parfaitement intégré la soumission du monde au capitalisme. Lorsqu'elle parle du travail elle parle de « la participation à la production de biens et de services », il n'est pas question d'un processus d'activité humaine où des êtres se rencontrent, partagent et construisent leur expérience du monde (comme ils le font aussi dans l'amour, le jeu, la conversation, etc.).

C'est par rapport à cette froide « participation » où rien de vraiment humain n'est mis en jeu et dont le vrai nom est SALARIAT et non pas travail, que Méda répudie la centralité du travail, mais le problème c'est justement qu'elle amalgame le travail à ce qui n'est que du salariat.

Le problème de Dominique Méda et de quelques autres est de concilier économie de marché et société politique, l'économie de marché étant par essence une mécanique indépas-

nable et la société politique le réservoir de sens à donner à la vie. Il ne s'agit, ni plus ni moins, que d'un nouveau simulacre pour entériner la division fondamentale sur laquelle est construit tout système de domination politique : la séparation du social et du politique.

l'écart... Le comprendre impliquerait d'opérer une double redistribution : celle de l'activité politique d'abord, celle du travail ensuite...» Ainsi les politiciens s'efforcent pour laisser les gens décider de la chose politique, les gens travaillent tout mais peu (c'est tellement



Le simulacre consiste à identifier travail et salariat, ce qui permet de faire l'impasse sur le fondement du capitalisme, puis identifier la crise du salariat dans le capitalisme moderne avec une prétendue crise de la valeur-travail, valeur-travail à laquelle personne ne croit, sauf peut-être sur quelques bancs d'université.

Une fois ces identifications fabriquées il ne reste plus qu'à mettre le travail de côté, lui faire perdre sa « centralité », et comme le salariat a été identifié au travail, il suffit donc de mettre le salariat de côté, mais surtout ne parlons pas de son abolition : n'en parlons plus et ne parlons plus de ces « machins » qui gênent, du type syndicats (qui ne peuvent rien comprendre à la crise valeur-travail, et pour cause...) et détruisons la société politique de demain. Celle qui corrigera la mécanique indépassable de l'économie de marché.

Enfoncer des portes ouvertes

A partir de là Méda et ses suiveurs peuvent bien enfoncer toutes les portes ouvertes (oui, la vie est ailleurs, ailleurs que dans cette « participation »), ils ne font pas avancer d'un pouce le problème. Écoutons Mme Méda : «Un surcroît de paroles et d'activité politique, c'est aujourd'hui la réponse la plus intelligente, la plus digne et la plus susceptible de servir de modèle à des sociétés mondialisées, dont les membres sont de plus en plus mis à

répugnant le travail, n'est ce pas?) et les patrons se transformeront en distributeurs de profits (il y a bien des distributeurs de bonbons, non?).

La crise de la centralité du travail c'est en fait la crise de la centralité du salariat, mais il faut surtout le taire car pendant que nous rêverons à une société politique débarrassée de la centralité du travail, nous éviterons de nous débarrasser concrètement du salariat. Ce qui exigera, au minimum, de parler de la réalité et non de s'exciter sur les simulacres que nous fournissons complaisamment les intellos du système.

Luc Bonet, groupe de Poitiers

- (1) Dominique Méda, *Le Travail, une valeur en voie de disparition*, Aubier, 1995.
- (2) Paul Lafargue, *Le Droit à la paresse*, Éditions Mille et une Nuits : pour comprendre 1848, et plus encore les racines historiques de l'anarchisme, on a le plus grand intérêt à lire *Idees révolutionnaires* (1848) de P.J. Proudhon, paru récemment aux Éditions Tops/H. Trinquier.
- (3) Article intitulé le déclin du Travail, dans la revue *Sciences Humaines* (n°13, Hors série, mai-juin 1996).

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1997
Routage 205 – La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Autorisation de prélèvements

- 80 F par trimestre abonnement normal
 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR
N° 42 25 73

ORGANISME CREANCIER
PUBLICO – LE MONDE LIBERTAIRE
145, rue Amelot 75011 Paris

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal Le Monde libertaire.

Date

Signature obligatoire

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)

NOM Prénom.....
N° Rue
Code postal Localité

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER
(votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)

NOM Prénom.....
N° Rue
Code postal Localité

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER

Etablis. Codes Guichet N° de compte

lemonde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n°(Inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Sentiments, sexe et liberté

DANS LE DOMAINE de la sexualité, je ne connais que deux mots : amour et viol. Soit les gens s'aiment, et aiment ce qu'ils se font - ou aiment ce qu'ils se font sans nécessairement s'aimer ni très fort ni très longtemps - et on est dans le domaine de l'amour, soit l'un d'entre eux n'aime pas ce qu'on lui fait et on est dans le

domaine du viol. Toute négation de l'autre, de sa liberté, de son désir, que ce soit par l'usage de la force, de la menace, de la nécessité, de la supériorité ou de la dépendance, qui aboutit à une relation sexuelle est un viol. Il y a viol si au moins l'une des personnes n'aime pas ce qu'on lui fait, quel que soit le mode de coercition (physique, économique, psychique, légal-matrimonial-ou autre).

Par contre, quand il y a amour tout est possible puisque les gens aiment ce qu'ils se font, quoi qu'ils se fassent, et il n'y a pas de perversion. Je ne dirai même pas que dans le domaine de l'amour toutes les sexualités sont possibles et respectables tout simplement parce qu'il n'y est en fait plus question d'hétérosexualité, de sodomie, d'ondanisme, d'homosexualité, de cunil-

guisme, de masochisme, de gérontophilie, de congressisme, d'onanisme, de fellation, de travestissement, de satyriasmisme, etc. Il n'y a que la sexualité tout court, celle que les partenaires vivent à cet instant là parce que c'est celle-là qu'ils veulent vivre à cet instant. Ces mots ne sont plus alors que les catégories vides de sens des normateurs pour qui la sexualité ne relèvera jamais de la rencontre d'individus libres, de sentiments libres, de désirs libres. Mais la pédophilie fait-elle aussi partie de ces catégories vides de sens ?

L'approche libertaire, c'est à dire l'approche en terme de respect de toute

Quant à utiliser les catégories normatives évoquées plus haut pour injurier, stigmatiser, marginaliser ou condamner, il faut vraiment avoir bien en tête l'ordre moral de la religion et de la société d'oppression pour voir une injure ou un vice - en tout cas un prétexte à exclure - dans un acte d'amour, quel qu'il soit. Jamais je ne dirai à un être que je déteste « va te faire... » (au choix, selon le fantasme de chacun). Au contraire ! Qu'il s'étiole de désespoir dans la solitude définitive de son intimité à jamais désertée et qu'on me laisse souhaiter à ceux qui me sont sympathiques toutes les res-

L'extrême droite européenne a une histoire...

A PRES LA SECONDE GUERRE MONDIALE, l'extrême droite européenne disparaît quasiment de la vie politique, elle entame sa longue traversée du désert, certains mouvements subsistent pour reconstruire d'anciens collaborateurs, on les retrouve au sein du Parti libéral en Autriche ou du Mouvement Social Italien dont l'acronyme signifie aussi Mussolini est éternel. Périodiquement, des crises de fièvre font apparaître des mouvements d'extrême droite qui obtiennent des résultats conséquents : mouvements poujadistes dans les années 50 en France, NDP dans les années 60 en Allemagne et mouvements populistes en Scandinavie dans les années 1970. L'extrême droite reste marginalisée : quelques fanatiques néo-nazis tentent de s'organiser au sein du Mouvement Social Européen ou au sein de la Wuns (Alliance Mondiale Nationale Socialiste) mais ils n'ont que des apparitions folkloriques à la limite du ridicule.

Avec la nouvelle génération de militants, nourrie dans les meilleures universités européennes, vont se reconstituer des mouvements d'extrême droite peu importants numériquement mais fortement structurés. Violents, ils participeront à la stratégie de la tension en Italie, aux affrontements avec les gauchistes en France puis, assagis, ils trouveront des nids douillettes au sein de la droite conservatrice. Mais depuis quelques années, se restructurent d'autres mouvements d'extrême droite qui veulent peser politiquement, ils veulent : des postes, de sièges, des mairies. Pour cela ils vont jouer une carte plus efficace que la carte néo-nazie ou la carte anti-communiste : la carte anti-immigrés. Déjà dans les années 60, s'étaient développés en Grande Bretagne, des mouvements contre l'immigration de masse. En France, en Allemagne, en Autriche, vont se former des cocktails qui assureront à l'extrême droite des rentes électorales importantes. La France reste le meilleur cas d'espèce, on trouve un parti d'extrême droite : le Front national, qui arrive à réunir en son sein l'essentiel des groupuscules français, après une dizaine d'années d'inexistence politique significative, il perce électoralement en 1984, en jouant la carte du racisme. Il progresse régulièrement en obtenant d'abord des voix au sein d'un électoralat de droite radicalisé puis au sein d'un électoralat de gauche

déboussolé par une dizaine d'années de gestion socialiste de la crise. Progressant régulièrement aux élections locales et nationales, il est néanmoins ostracisé par le reste du camp conservateur car analysé comme une menace mortelle pour la droite. Le FN a aussi bénéficié du ralliement de la nouvelle droite française (à l'exception notoire de son principal penseur : Alain de Benoist) qui va lui fournir cadres, références et idéologie. Une fois assis sur un matelas de voix, fidèle et toujours croissant, le FN va entreprendre sa mue, en partie préfasciste, anticapitaliste, anti-mondialiste et nourrie de la pensée de la Révolution conservatrice allemande.

Les émules de Le Pen en Europe sont nombreux mais la mayonnaise ne prend heureusement pas partout et les stratégies sont souvent différentes. Des scores impressionnants sont obtenus par l'extrême droite en Autriche par un parti qui est le plus proche le FN : le Parti Liberté, héritier du Parti Libéral autrichien, parti très à droite. En Italie, l'extrême droite est devenue le premier parti de droite, mais il a dû pour cela, opérer une mue, se séparer des plus nostalgiques et s'allier avec l'affairiste Berlusconi. Le dernier pays occidental où l'extrême droite a un poids politique conséquent est la Belgique, ou plus précisément la Flandre où le Vlaam's Blok surfe sur une vague de nationalisme conséquent à la décomposition de l'État belge.

Dans d'autres pays, la situation est différente : une extrême droite marginalisée politiquement mais souvent violente dans la rue ou contre les immigrés : qu'il s'agisse de la Grande-Bretagne, du Danemark ou des Pays-Bas ou de la Suède, les nostalgiques de l'État hitlérien existent et se développent dans une certaine mesure. La situation est différente à l'Est, où le nationalisme dépasse de loin la seule extrême droite. Dans certains cas comme la Yougoslavie, l'extrême droite a quasiment disparu par un nationalisme guerrier de l'ensemble de l'establishment politique. La situation en Europe complexe et diversifiée, nécessite des études régulièrement mises à jour, c'est une des tâches que le Centre de Recherche, d'Information et de Documentation Antiraciste s'est donnée.

Philippe

C.R.I.D.A., B.P. 238, 75524 - PARIS Cedex 11



En bref

● **On ne choisit pas son époque mais on peut choisir de la révolutionner. Tel est le titre d'une brochure du groupe La Canaille (affilié au réseau No Pasaran). La Canaille, c/o Manta, B.P. 2838, 37028 Tours cedex 1. Joindre une enveloppe timbrée à 4,50 F. Le prix est libre...**

■ **Création d'un comité de soutien à Mumia Abu Jamal, s'adresser à l'Antre anar, 5, rue J. D'Arc, 34000 Montpellier.**

■ **Café libertaire tous les jeudis à partir de 20 h 30, à l'Antre anar, 5, rue J. D'Arc, 34000 Montpellier (fermeture exceptionnelle les 26-12 et 02-01).**

■ **Réunion du comité de soutien aux paupes en lutte du Chiapas « Viva Zapata » tous les mercredis à l'Antre anar.**

■ **On a fait ! : le numéro 0 d'une nouvelle série vient de paraître Au sommaire : interview de : Kologols, Ruda Salska, Porto bello Bones... Les caps de rétention... des chroniques, des news... On a fait ! B.P. 47, 76802 Saint-Etienne du Rouvray cedex 10 F port compris.**

■ **Le groupe René Lochu vend le Monde libertaire tous les samedis de 10 heures à midi sur le marché, place des lices à Vannes. Groupe Lochu, 6, rue de la Tannerie 56000 Vannes.**

liberté, suffit. La sexualité de l'enfant appartient à l'enfant, et c'est tout. La sexualité de cette période de la vie est faite d'interrogations et de découvertes. Quand un adulte s'en mêle, c'est avec ces interrogations et ces découvertes réglées, et réglées à sa façon. Or une relation, et il s'agit bien sûr d'une relation d'amour (sinon on est bien évidemment dans le domaine du viol) ne peut se faire qu'une fois ces étapes franchies par chacun des partenaires. Tant qu'elles ne le sont pas, que ce soit à 15 ans 8 mois et 17 jours, le lendemain ou la veille du 18e anniversaire ou à 31 ans 1/2, il s'agit là encore de viol, qu'on l'appelle ou non pédophilie. Mais comment savoir que ces étapes sont franchies ? J'ai écrit une relation d'amour : aimer, c'est être attentif à l'autre et être anarchiste c'est être attentif à la liberté, c'est ne pas prendre ses propres désirs pour les désirs de l'autre ; dans la sexualité comme dans l'organisation sociale...

sources de l'imagination pour exprimer leurs désirs et leur amour.

La sexualité, c'est cet espace unique et magique où l'individu se réalise pleinement dans ce qu'il a de plus irréductiblement intime dans et par l'échange avec d'autres uniques se réalisant eux-mêmes. Pas étonnant que cette magnifique rencontre entre l'individualisation absolue et le partage total de libertés pleinement autonomes effraie et indignent les prêtres, les magistrats et tous les suppôts de l'oppression. Pas étonnant non plus que ceux-ci reçoivent toujours la complicité directe ou indirecte des pisse-froid et des peine-à-jour.

Jean, Marie-Hélène, Claude, Roselyne, Dominique, Floral, Hugo...

Malgré la signature plurielle, ce texte reste rédigé au singulier car dans ce domaine plus qu'en aucun autre chacun est absolument un individu particulier.

Combattre l'extrême droite

Il y a seize ans, on n'imaginait guère qu'un certain Le Pen, responsable d'un groupuscule fasciste, puisse prendre autant d'importance sur la scène politique. En 1983, après les premières élections médiatiques du FN à Dreux, nombre d'antifascistes voyaient dans cet événement un phénomène inquiétant mais passager. Il faut reconnaître que le risque d'une réelle fascisation est peut-être à chercher ailleurs que dans le FN : dans les institutions mêmes de l'État, dans une certaine radicalisation des forces répressives, de contrôle et d'encadrement de la population. En 1983 après les élections de Dreux, Max Gallo au nom du gouvernement de « gauche » déclarait à propos des sans-papiers : « On appliquera les rigueurs de la loi, d'une manière implacable, avec sévérité. »

Analyse de la montée de l'extrême droite

Aujourd'hui la disparition du FN dans de brefs délais serait une illusion car son installation politique dépasse le conjoncturel. Et pour combattre l'extrême droite, un petit retour historique peut être nécessaire. Il faut avant tout dire que le FN n'est pas réellement un parti fasciste mais d'extrême droite dans la pure tradition du poujadisme. En 1978, Le Pen lance l'offensive vis-à-vis des classes moyennes qui constitueront la base électorale et militante la plus stable : contre le racket de l'État et pour la propriété privée mais contre la concentration capitaliste. Cette fraction sociale, avec des discours similaires, a toujours existé dans la droite classique (UDF-RPR) mais elle s'est radicalisée suite aux échecs économiques et surtout l'échec électoral de 1981. Dans un deuxième temps, progressivement à partir de 1985, le FN modifiera sa stratégie. Et le réel danger de l'extrême droite se situe bien dans cette tentative d'élargir son champ d'influence vers la classe des salariés, des démunis. En 1986, le FN dépasse les 25 % de vote à Dreux avec un fort taux de vote dans les quartiers ouvriers. Ces ouvrier(e)s ont connu entre 1984 et 1986 une série de licenciements avec des échecs dans les luttes syndicales : ACTIN, RTC... En 1996, il y a quelques jours, toujours à Dreux, après le premier tour des élections partielles (municipales), Stirbois (FN) affirmait avec fierté : « Nous sommes le premier parti ouvrier de France ». Puis elle revendiquait la défense des acquis sociaux, alors que par ailleurs le FN défend la « libre » fixation des salaires entre l'employeur et l'employé, une remise en cause des 39 heures, de restreindre le droit de grève. Du point de vue économique, l'unanimité n'existe pas au FN, même si une grande majorité se prononce pour un ultra libéralisme. Du coup des discours différents sont adressés aux différentes classes sociales dans un but strictement politicien. Le FN n'impose pas de consensus interclassiste dans ses positions économiques. Le seul discours rassem-

bleur, c'est la xénophobie, le racisme qui prend sa source dans le sentiment d'insécurité. De fait, le FN défend un État fort, au moins pour ses institutions répressives, autour duquel il défend une identité nationale : « On y est attaché par ses racines, ses morts, son passé... ».

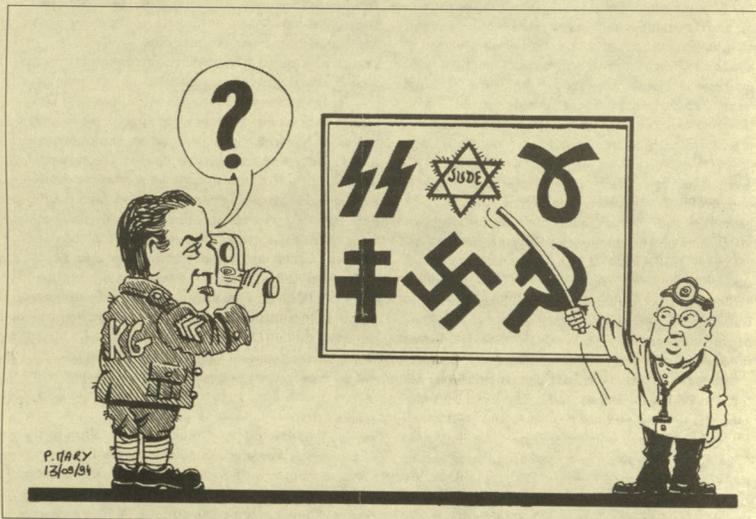
Qui combattre ?

Pour combattre le racisme on pourrait s'attaquer au concept même des races. Car on sait, et les preuves biologiques ne manquent pas, qu'il est impossible de faire coïncider un groupe social à une figure biologique. On pourrait reprendre les travaux d'un certain Albert Jacquard sur l'héritage, la transmission génétique pour montrer que c'est une véritable myopie intellectuelle que de globaliser les « Arabes », les « Américains »... on pourrait réfléchir sur la « prétendue existence » d'un seuil de tolérance que l'on est en train de dépasser alors que depuis 1974 la « population immigrée vivant sur le sol français » n'a pas évolué et reste entre 6 et 7 %. On pourrait répondre aux attaques du FN condamnant les diverses associations d'immigrés favorisant leurs venues... alors que les immigrés représentent une main d'œuvre pas chère et exploitable à merci pour le patronat (textile, bâtiment...). On pourrait débattre sur l'existence des ghettos (les concentrations d'immigrés ont toujours existé et étaient plus visibles dans les années 60) ou sur l'insécurité grimpe alors que l'on sait depuis longtemps qu'il existe tout simplement une corrélation entre pauvreté et délinquance, que l'on soit blanc, rouge ou vert. On pourrait, suite à toutes ces confrontations, non seulement démontrer l'aspect infondé du racisme, mais aussi lancer un manifeste humaniste dénonçant la xénophobie affirmant le fameux concept « citoyen du monde » et défendant le métissage en faisant l'éloge de la différence ! Ce combat est peut-être nécessaire à mener mais il s'avère tout à fait insuffisant. Ni les chiffres, ni un droit à la différence, ni l'humanisme n'arriveront à contrecarrer la montée du racisme et de l'extrême droite. Non seulement le discours de la gauche avec « S.O.S. Racisme » n'est pas crédible politiquement suite aux politiques sécuritaires et anti-immigrés des gouvernements socialistes, mais il est inopérant car illusoire. Pour combattre l'extrême droite il faut, à tout prix, dépasser la lutte humaniste et s'attaquer aux causes qui sont sociales. En 1974, on comptait 300 000 chômeurs, un million en 1981 et cinq millions en 1996. Ces chiffres bruts, qui reflètent une réalité désastreuse, n'ont pas besoin de commentaires. Mais ils permettent d'expliquer aujourd'hui l'absence de courant idéologique majoritaire. L'effondrement du bloc soviétique « dit communiste » n'a pas engendré un triomphe de l'idéologie libérale : l'illusion d'un capitalisme à visage humain, d'un capitalisme permettant à tous et à chacun dans le monde de vivre correctement

n'existe plus. De plus, la crise des deux courants idéologiques qui ont dominé le XX^e siècle s'est accompagnée dans les années 80 d'une crise du mouvement social. En 1981, la gauche arrive au pouvoir avec l'illusion de « changer le monde ». Nombre de personnes, après avoir fêté cet événement place de la Bastille ou ailleurs, s'assoient sur leurs illusions et oublient la lutte. Les bureaucrates syndicaux suivront trop souvent la même stratégie : ne pas entraver la politique gouvernementale. Parallèlement à cette passivité et à l'absence de combat, la gauche crée trois millions de chômeurs, met fin à l'indexation des salaires sur les prix, procède à des licenciements massifs, crée les T.U.C., S.I.V.P... permet une explosion sans précédent de la bourse. La gauche des années 80 a réussi ce dont la droite rêvait depuis

tionniste. Répondons dès aujourd'hui en dénonçant ce tour de passe-passe intellectuel des responsables politiques de la montée de l'extrême droite ! Il nous faut d'abord agir dans le milieu associatif. La pure et simple critique « Plus radical que moi, tu meurs » ne suffit pas. Cette démarche strictement négative n'engendre aucune évolution, aucune réalisation. Les différences idéologiques que nous avons avec le M.R.A.P., Ras l'Front, l'A.S.T.I... ne doivent pas être un obstacle définitif pour mener quelques luttes non pas à travers des collectifs nationaux mais sur le terrain. Notre radicalité, nous devons l'assumer et la vivre. C'est ce que démontre le collectif des sans-papiers en ayant poussé nombre de ces grosses associations à refuser la gestion juridique de dossiers individuels et à politiser cette

les élections, la démocratie parlementaire n'ont jamais été un rempart contre la dictature. Les leçons de l'histoire, que ce soit en Allemagne ou en Espagne, sont là pour nous le rappeler (avec prise du pouvoir démocratiquement des nazis et respect forcé de cette légalité républicaine par la gauche allemande, ou en Espagne où les fascistes organisent un coup d'État trois mois après les élections). Face à l'illusion du Front Républicain, nous proposons le Front des Luttes Sociales ! A travers les luttes sociales, nous nous attaquons aux réelles causes de la montée de l'extrême droite et nous ne nous contentons pas du pansement bien inefficace du vote à gauche. Après la régression des luttes sociales dans les années 80, le climat de lutte pendant les élections présidentielles de 1995, le mouvement anti-C.I.P. et



toujours : écraser et intégrer la plupart les mouvements un tant soit peu subversifs. Nous ne pouvons pas oublier cette réalité car le premier combat contre l'extrême droite c'est combattre la précarisation de nos vies, lutter contre les agressions libérales, c'est donc relancer les mouvements sociaux. Ce n'est pas contre les immigrés qu'il faut lutter mais contre le capitalisme, contre ce système qui génère les exclusions et qui a recours aux forces répressives pour gérer la société. Ce constat nous semble primordial : nous serons encore présents dans les manifestations anti-FN ou dans des mouvements alternatifs et antifascistes mais nous ne pouvons pas nous contenter d'une telle stratégie : il faut favoriser l'émergence de luttes sociales avec une auto-organisation de ces luttes et surtout un « zeste » de projet social.

Quelles luttes ?

Que faire devant la montée inexorable (?) de l'extrême droite ? Quelles luttes mener ? Lors des prochaines élections législatives, on nous accusera de complicité avec l'extrême droite parce qu'absten-

lution. Réussite qui ne s'est pas créée que dans la paperasse mais dans la création d'un rapport de force. Le tissu associatif est aujourd'hui mal en point et dépend trop souvent des aides financières d'un État qui restreint de fait ces quelques subventions. Nous devons donc, avec nos moyens, redynamiser le tissu des associations indépendantes. Cette lutte quotidienne qui consiste d'abord à créer des réseaux de solidarité, des lieux de rencontre, de revendications ; est longue, harassante et sans effets spectaculaires. Néanmoins elle est primordiale, car ces associations sont des lieux de résistance et de prises de conscience politique. Au-delà de la lutte associative, quelles luttes mener, quels fronts, quels rassemblements créer ? La gauche, comme à Gardanne, va nous faire comme à son habitude le coup du Front Républicain et vocifèrera sur les antennes de radio et télévision que « Les abstentionnistes font le jeu de l'extrême droite ». Nous répondrons inlassablement que nous ne sommes pas des masochistes politiques et que nous ne voterons pas pour une politique d'exclusion qui favorise l'extrême droite. En même temps, nous rappellerons que

surtout les mouvements sociaux de novembre/décembre, nous montrent que la résignation n'est pas de mise. Nous avons vécu des révoltes d'une très grande détermination. Seule cette résurgence des mouvements sociaux, des luttes, peuvent réintroduire une solidarité de classe et nous redonner des perspectives et des espoirs. Bien évidemment, rien n'est gagné, même si lors des mouvements de novembre-décembre, le FN était aussi gêné que le PS. Rien n'est gagné car ce mouvement de classe se prolonge et se prolongera, mais sans perspectives sociales et de société cohérentes, il peut tout à fait sombrer vers un renforcement de l'extrême droite qui peut très bien se mettre à jouer du violon national-socialiste. L'enjeu de notre anti-fascisme est là : « L'enjeu, pour nous anarchistes, est bien là : faire en sorte que le mouvement social qui émergera dans les années à venir se développe sur des bases anticapitalistes et libertaires. A nous d'avancer notre projet de société mais aussi nos pratiques dans les luttes sociales... » (Extrait : Brochure URRFA - L'anarchisme aujourd'hui - 1996).

Régis Balry

UNEDIC

Les chômeurs ont trouvé une bonne occupation

Déjà, en novembre/décembre 1995, dans de nombreuses villes, les chômeurs avaient réussi à participer ensemble aux manifestations. A Bordeaux par exemple, les chômeurs manifestèrent avec AC! (Agir ensemble contre le Chômage), l'APEIS et les comités CGT Privés d'emplois derrière la banderole « Chômeurs tous ensemble ». Après d'âpres négociations, ils arrivèrent même à manifester en tête de cortège.

De la charité à la revendication syndicale

Les chômeurs ont mené des luttes pour obtenir des aides diverses : gratuité des transports en commun, gratuité de l'affranchissement, aides pécuniaires spéciales pour Noël ou les congés scolaires, des repas gratuits dans les restaurants ou les grandes surfaces, etc.

Cette année, ils abordent la question du revenu à travers la lutte contre la dégressivité des allocations chômage. Pour AC! aujourd'hui, le revenu plancher, dit aussi revenu décent, est défini comme étant le SMIC. Cela n'a pas toujours été évident. Pourquoi ceux qui travaillent auraient-ils pareil que ceux qui ne travaillent pas? D'abord parce qu'un revenu correspond à des besoins et non à une récompense. Or le SMIC, lorsqu'il s'appelait encore SMIG, se définissait par rapport au coût de la vie des moyens de consommation « minimum ». Ensuite parce qu'en dessous du SMIC, on ne vit qu'en demandant des aides et des exonérations, en allant quémander auprès des assistantes sociales et des services sociaux. Bonjour la dignité!

Ensuite, cette revendication a pour qualité d'unifier les revendications des travailleurs, avec ou sans emploi, autour du SMIC. Car, comme le dit CARGO : « le SMIC c'est rien, moins que le SMIC, c'est moins que rien! ».

Cela renforce le SMIC, comme salaire minimum, alors qu'aujourd'hui il est dépassé par en dessous par tous les contrats précaires payés en dessous du SMIC. Il permet de renflouer les caisses de protection sociale vidées à cause du chômage. Avec une indemnisation égale au SMIC, on cotise autant qu'un salarié!

Surtout, il doit renforcer le refus de la soumission des salariés : pourquoi travailler à n'importe quelle condition si, au chômage, on a la garantie d'être payé autant?!

Depuis le 19 novembre, se mènent des négociations entre partenaires sociaux (patronat, syndicats), pour redéfinir pour les 4 années à venir les conventions UNEDIC. Elles portent sur les Allocations de Formation, les Allocations Préférentielles, les allocations chômage dont l'Allocation Unique Dégressive (AUD). Il est aussi question d'annuler le statut des intermittents du spectacle (cf. *Monde Libertaire* n° 1063).

Il faut savoir que les caisses de l'UNEDIC ont un excédent de 13 milliards, fin 1996. En 1996, l'État a spolié les chômeurs de 12 milliards en ne payant pas les aides prévues au nom des excédents. De plus, en 1992, l'UNEDIC avait un déficit de 33 millions, cela fait donc près de 60 milliards pris aux chômeurs en 4 ans, alors que certains crèvent de faim!

Comment a été obtenu cet excédent? Grâce à la dégressivité des allocations. Dégressivité votée en 1993.

Tous les 4 mois, une dégressivité de 15 à 17 % est appliquée. Le montant moyen de l'indemnisation mensuelle est de 4 322 F (contre 4 340 F en 1995). 65 % des chômeurs reçoivent 4 000 F maximum et 6,9 % touchent 8 000 F ou plus.

Sur les 3,3 millions de demandeurs d'emploi indemnisés, dont 1,7 millions dans le cadre du régime d'assurance et 0,5 millions dans le cadre du régime de solidarité (financé par l'État) avec l'Allocation Spécifique Solidarité à environ 2 000 F par mois. Mais pour les jeunes de moins de 25 ans n'ayant jamais eu d'emploi, c'est exclusion de tous les régimes de solidarité, même pas le R.M.I.

Cette situation ne peut durer!

Le 23 mars 1996, une première manifestation pour un revenu décent pour tous, contre la dégressivité de l'AUD, a eu lieu à Paris à l'appel de AC! l'APEIS, du MNCP, de l'UNAC, de Droits Devant. A Bordeaux, nous sommes montés avec AC! l'APEIS et les Comités CGT Privés d'emploi.

A partir du 18 octobre, dans de nombreuses villes, des nombreuses mobilisations, manifestations et rassemblements ont eu lieu. Avec des violences policières, comme à Paris devant le siège de l'UNEDIC.

A Bordeaux, les patrons sont mis au pied du mur par les chômeurs! Reprenant une vieille proposition d'AC! Gironde, les comités CGT Privés d'emploi proposent une action devant le siège du CNPF le 19 novembre à 10 heures. Sont présents, outre les comités locaux CGT, AC! et l'APEIS. Après une demande d'audience sans résultat, un mur en parpaings est monté devant la porte de l'Union patronale girondine, devenue fermée « Pour cause d'inutilité sociale »! et réclamaient « des moyens pour vivre ».

L'après-midi, l'ASSEDIC de Bordeaux Mériaudeck (centre-ville) est occupée, tout en continuant l'ouverture aux usagers.

Entre temps, AC! rencontre l'UD CFDT pour avoir ses positions sur les négociations en cours. Une identique demande de rencontre à l'UD FO dont le secrétaire est un ancien membre de la FA reconverti. Cette seconde entrevue fut vive, FO et son secrétaire accusant les chômeurs d'être les « diviseurs de la classe ouvrière » et se déclarant désormais contraints à recevoir des associations d'inspiration Front national puisqu'il avait reçu AC!. C'est sans doute sa conception de l'indépendance syndicale!

Le soir du 19, la continuation de l'occupation est décidée par une poignée de chômeurs en colère (10 femmes et 2 hommes), mais très vite, une vingtaine de chômeurs se sont relayés pendant 13 jours et 13 nuits.

De nombreux soutiens ont été apportés par diverses sections CGT, SUD (PTT, Métaux, Santé, Rail), CFDT en lutte, la Fédération SUD PTT, l'Union Syndicale Groupe des IO et de nombreux individus.

L'occupation s'est passée dans l'unité. Pendant l'occupation, les tensions humaines dues à la promiscuité de vie se sont retrouvées à l'intérieur de chaque association : entre ceux qui en faisaient plus et ceux qui n'en faisaient pas assez, par exemple. Mais entre les associations, la primauté des 3 revendications communes (arrêt de la dégressivité de l'allocation AUD, un revenu décent pour tous - y compris les moins de 25 ans -, un droit de parole et de contrôle à tous les niveaux de décision...) fut de règle.

Des divergences sur le niveau du revenu plancher furent mises de côté (SMIC pour AC! c'est déjà un minimum : 4 000 F pour l'APEIS, 70 % du SMIC pour la CGT mais en réévaluant le SMIC et en n'y appliquant pas toutes les cotisations des salariés).

L'ASSEDIC de Bordeaux Mériaudeck fut un centre d'information où convergeaient les infos, les luttes dans les autres villes.

La reconnaissance de la lutte

Malgré le blocus médiatique, dû - d'une part à une volonté toujours présente de minimiser les luttes, d'autre part au conflit des routiers qui monopolisaient tous les moyens concernant l'actualité sociale -, l'occupation, par sa durée, arriva à se faire connaître puis reconnaître.

A l'issue de la première semaine, une rencontre eu lieu dans les locaux de la DDTE avec le président de l'UPG (CNPF). Au début de la deuxième semaine, une rencontre eu lieu avec le numéro 2 de l'UNEDIC, descendu de Paris pour écouter les revendications et les transmettre aux partenaires sociaux.

Puis, rencontre un peu forcée au cours d'une manifestation avec le directeur de la DDTE qui scandalisa tous les présents avec ses problèmes de stocks de chômeurs et ses déclarations sur les prévisions (chiffres et prévues) de suicides de chômeurs!...

La date prévue de fin des négociations spécifiques à l'AUD, aucun accord n'a pu être trouvé entre les patrons qui demandaient la baisse des charges pour récupérer les 13 milliards d'excédent et l'ensemble des syndicats de salariés. C'est, à n'en pas douter, le résultat du coup de projecteur mis sur ces négociations. Par les manifestations d'occupation d'ASSEDIC.

Les expulsions

A l'issue de la grève des routiers, les choses changèrent à l'ASSEDIC occupée de Bordeaux Mériaudeck. Le personnel de garde fut remplacé par des vigiles, le téléphone et le fax furent coupés. L'occupation continua malgré tout.

Mais le lundi 2 décembre à 7 heures du matin, les choses s'accélérent. La police cerna le bâtiment : 7 cars de police, 150 policiers expulsant les vingt chômeurs qui passaient la nuit de garde. Une copine de l'APEIS qui voulait téléphoner à la presse, s'est vue arracher le téléphone des mains et le fil a été sectionné manu militari. Un

autre copain du comité CGT privé d'emploi, a été brutalement arraché au siège des WC sans avoir le temps d'achever correctement ses besoins!

Joint, les médias sont venus sur l'esplanade devant les ASSEDIC, mais France 3 et M6 ne sont arrivés qu'à 13 heures et n'avaient plus d'image-choc à prendre.

Un pouvoir fragile

Sur les médias, il n'y a pas de censure brutale, mais les sujets sociaux ne sont pas filmés à cause du manque du personnel... C'est vrai que ce week-end a été différent du précédent : dès le vendredi soir, le personnel des ASSEDIC qui se relayait pour assurer la garde de nuit des locaux occupés, avait été remplacé par un vigile d'une société de gardiennage et le standard téléphonique (pour l'entrant) et le fax étaient coupés. Il faut dire que depuis vendredi soir, le conflit des routiers, qui avait monopolisé toute l'information nationale se terminait. La possibilité que cette longue occupation atteigne la fin de sa deuxième semaine et prenne une dimension nationale, était crainte par le pouvoir.

L'expulsion s'est faite avec la collaboration de la direction régionale des ASSEDIC. C'est en effet l'adjoint du directeur des ASSEDIC du sud-ouest qui a demandé aux forces de police d'interdire l'accès des locaux de SUD-PTT à une copine d'AC! à qui SUD avait confié ses clés.

Le droit à la parole

Au-delà de cette occupation, la lutte n'est pas finie. Déjà, la date de fin des négociations prévue pour le 19 décembre a été repoussée. Des rencontres avec des représentants de l'Union Patronale Girondine (CNPF) et un représentant de la direction de l'UNEDIC ont permis de faire part des revendications. Bien sûr, aucun accord n'est sorti. Mais cette rencontre aura permis que soit reconnu le droit à la parole des chômeurs.

Un mouvement d'occupation

Multiplication des mouvements d'occupations d'ASSEDIC par diverses associations : AC! APEIS ou MNCP (Toulouse, Perpignan, Clermont-Ferrand, Flers, Harfleur, Créteil, Bordeaux, Paris, etc.). Ou d'autres lieux comme le Centre de Formation du CNPF à Paris, des théâtres, DRAC, gymnases, etc. par les intermittents du spectacle. Ces occupations correspondent au besoin d'avoir un moyen de lutte et de pression pour des personnes qui n'ont pas la possibilité de faire la grève du travail car sans travail.

Elles correspondent aussi au besoin de créer des lieux communs à des éparpillés, des isolés. Ces lieux deviennent des lieux de décision avec des Assemblées Générales décisionnelles et des lieux de coordination avec des créations de collectifs d'associations et d'individus (collectif des chômeurs en colère à Bordeaux), de coordination ou de syndicats.

Les acquis de la lutte des chômeurs

Première « reconnaissance » du droit de parole : rencontre avec le président de l'Union patronale girondine, le numéro 2 de l'UNEDIC, le directeur de la DDTE (FP, à Bordeaux).

Si aucun accord n'a été signé à ce jour, il y a eu - heureusement -, un refus unanime des propositions patronales. Par contre, pas de contre-propositions syndicales unanimes.

Il y aura un report probable de la date de clôture prévue au 19 décembre, alors que tous les dossiers se retrouvent reportés à ce jour! FO et CFDT, culpabilisant sans doute, appellent à créer leurs propres comités de chômeurs, leur reconnaissant donc une existence, peut-être bientôt des droits!

Cette lutte doit continuer par la constitution d'un mouvement de chômeurs revendicatifs d'ampleur.

Au-delà de l'outil de recomposition politique dénoncé par certains anarchistes, AC! se trouve être un outil de lutte, dans les associations locales investies en nombre par des chômeurs et des précaires.

Aujourd'hui, l'action est plus que nécessaire pour sortir de la torpeur ambiante, même si cela doit passer par les voies de l'unité!

Philippe Arnaud — Groupe Emma Goldman — Bordeaux

abonnez-vous! • abonnez-vous! • abonnez-

Cayenne, c'est fini...

« **T**OUT LE MONDE sait que la situation sociale est explosive, tout le monde est surpris par l'explosion! ».

C'est cette remarque glanée au hasard des manifestations qui m'a paru la plus judicieuse pour la compréhension des événements de Cayenne du début novembre.

Pour les lecteurs du Monde libertaire peu coutumiers de l'actualité guyanaise, un petit rappel chronologique s'impose :

Depuis la rentrée de septembre, les grèves lycéennes se multiplient en Guyane. Les revendications portent sur le manque de professeurs et de personnel non enseignant et sur les conditions matérielles d'études (inadaptation et insalubrité des locaux, absence de matériels pédagogiques, équipements dégradés ou inexistantes...).

Peu avant les vacances du 1^{er} novembre, un accord partiel sur les revendications était arraché de haute lutte au recteur, venu de la Martinique, par les lycéens.

Huit jours plus tard, à la rentrée, les promesses conjointes du Recteur et de la collectivité régionale se révèlent non tenues, les professeurs promis sont absents, les travaux de réhabilitation urgents n'ont pas commencé.

La grève lycéenne reprend dès le 4 novembre au principal lycée de Cayenne, dans un contexte de colère et de frustration.

Le jeudi 7 novembre, qui sera le premier jour d'« émeutes », plusieurs centaines de lycéens se rendent à la préfecture pour exiger des engagements directs du ministre de l'Éducation nationale via le préfet.

Alors que les négociations sont en cours avec une délégation de lycéens à l'intérieur de la préfecture, les gendarmes mobiles, en tenue de maintien de l'ordre, chargent vers minuit pour dégager les abords du bâtiment.

Les manifestants se dispersent alors dans le centre-ville, Conseils général et régional sont attaqués et ce dernier est partiellement incendié.

Une poignée de magasins d'habillement et de vélocitateurs sont partiellement pillés eux aussi dès cette première nuit.

Le lendemain, le préfet refuse de recevoir une délégation lycéenne qui attendra devant les grilles de la préfecture jusqu'au soir. De très nombreux magasins (la plupart, d'habillement mais aussi une armurerie) seront pillés pendant la nuit par des groupes de jeunes (voire parfois de très jeunes). Quelques prétendus pillards sont appréhendés.

Quatre jours plus tard, les jeunes arrêtés le vendredi sont jugés et les pillages reprennent pour une nouvelle nuit avec l'attaque de très nombreux commerces et d'une armurerie en périphérie de la ville.

Le mouvement des lycéens cayennais protestant contre leurs mauvais conditions d'études, ne peut expliquer à lui seul cette situation insurrectionnelle reproduite plusieurs nuits consécutives.

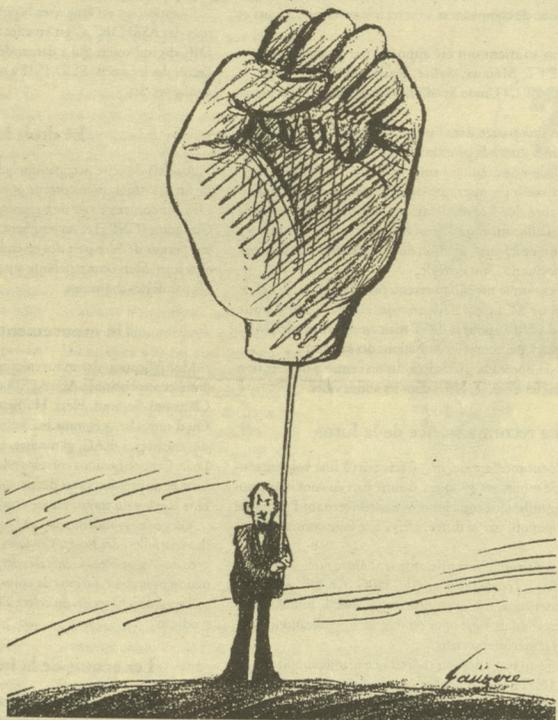
Les leaders du mouvement lycéen avaient d'ailleurs lancé un appel à la dispersion de la manifestation le vendredi soir dès 20 heures alors que les premiers bris de vitrine commençaient à 22 heures.

L'arbre des problèmes scolaires ne doit pas cacher la forêt du malaise social.

Le vrai détonateur de ces événements nocturnes cayennais n'est pas à chercher dans l'état des lycées. C'est la très grande précarité subie par la jeunesse cayennaise dans son ensemble, scolarisée ou

balle sur un manifestant, le blessant au bras, au risque de déclencher une escalade meurtrière.

La non-réception par le Préfet d'une délégation de lycéens qui s'était présentée à la préfecture le lendemain a créé les conditions de la deuxième nuit d'insurrection. Les pillages de magasins ont, bien évidemment, déconsidéré le mouvement de jeunes aux yeux d'une bourgeoisie guyanaise volontiers bien pensante qui les a vécus comme une menace pour ses biens. Le tribunal de Cayenne, jugeant en comparation immédiate huit personnes arrêtées sur ou à proximité - des lieux de pillage, dis-



tribua à 20 heures, jusqu'à 8 mois de prison ferme, créant ainsi les meilleures conditions pour une nouvelle nuit de violence.

Le silence des poulets résonne dans la nuit cayennaise

Lors de cette dernière nuit de pillage, la non-intervention et l'inertie des « forces de l'ordre » furent de toute évidence volontaires. Un commerçant attaqué et situé à 300 mètres du commissariat central, appela celui-ci à cinq reprises en l'intervalle d'une heure et ne vit personne venir avant le lendemain matin.

Une autre chose remarquable fut que, face à la politique du pire et de l'escalade pratiquée par le Préfet, la quasi-totalité des forces politiques locales choisirent celle de l'apaisement. C'est ainsi que l'U.T.G., branche guyanaise de la C.G.T. et statutairement indépendantiste, organisa le 13 novembre une marche contre les violences policières et

Agitations en Bretagne

Il y a un peu plus d'un an, il y eut un rude conflit dans les abattoirs Bigard (Quimperlé - Finistère) contre la pause pipi. Après moult passages devant les tribunaux, les salariés obtinrent gain de cause.

Cette année, après la grève des routiers, la direction met en place sur les chaînes de production, des « tuteurs », personnes chargées de veiller à l'augmentation de la production pour rattraper le temps perdu, sous couvert de contrôle qualitatif et de formation.

Depuis le jeudi 5 décembre, pour réclamer le retrait de ces tuteurs, les grévistes (800 salariés sur 1 200), bloquent la circulation à Quimperlé par des barrages filtrants.

Avec ce conflit, la CGT entend remettre sur la table d'autres revendications. Comme les routiers, ils demandent la retraite à 55 ans. Ils réclament aussi une augmentation de 10 % des bas salaires et la réduction du temps de travail à 35 heures.

Depuis le lundi 9 décembre, le retrait des tuteurs est acquis mais le mouvement se durcit : jour et nuit, il y a des piquets de grève. Parti d'une revendication défensive et surtout d'un ras-le-bol de l'autoritarisme et des brimades des petits chefs (très coutumiers dans l'agro-alimentaire), les grévistes font une véritable offensive. Un tâcheron résume bien la réalité sociale de l'entreprise : « La force des uns (des patrons), vient de la faiblesse des autres ». Ainsi, une réelle solidarité est née : débrayages et don de 2000 F des travailleurs des Papeteries De Mauduit, 1 900 F des postiers, de nombreux « petits » chèques d'anonymes ; bref, la population quimperloise les soutient.

Le jeudi 12 décembre, la grève finit un peu en eau de boudin. Quelques menus avantages sont acquis, mais rien sur la réduction du temps de travail et juste 1 % d'augmentation des salaires. Plutôt satisfaits des premières avancées, les leaders syndicalistes ont recommandé par 2 fois la fin de la grève : une première fois désavouée à 7 heures du matin ; la deuxième est la bonne à 12 heures, après une nouvelle concession de la direction sur la prise en charge de la mutuelle et de la prévoyance. Le principal argument avancé par la CGT, c'est l'engagement de la direction à ne pas engager de poursuites judiciaires... Ça sonne bizarre, vu la détermination de la base...

Si à Quimperlé, les grévistes étaient dans une phase de conquête, les autres manifestations qui agitent la Bretagne sont défensives. Une centaine de salariés de Carnaud Métal Box ont bloqué la circulation à Concarneau pour protester contre les licenciements. Contre le projet de restructuration du bureau de poste de Morlaix depuis lundi 9 décembre, les postiers font grève et défilent dans la rue ; le 11 décembre, les guichetiers les rejoignent ; mardi 10 décembre, grève totale à Alcatel Lannion contre le licenciement de 490 personnes. Il y a eu aussi les intermittents du spectacle, les personnels des Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI), les comités de chômeurs...

Il n'y a pas de capitalisme à visage humain

Un peut partout, les travailleurs, qu'ils soient sur la défensive ou sur la base de revendications offensives, affirment leur volonté de ne plus se laisser mener par le bout du nez. A nous de leur montrer qu'aucune solution réformiste n'est possible dans cette société. Déjà, ces mouvements durs, localisés, reçoivent partout où ils se passent, le soutien (moral et financier) de la population environnante. On retrouve là une des spécificités du mouvement de novembre/décembre 1995. La solidarité rentre dans les mœurs, dépasse les corporatismes, mais ne se traduit pas - pour l'instant - par une généralisation et une globalisation des luttes. Notre rôle est de faire en sorte que cela se réalise.

Le 13.12.1996

Bernard et Stéphane - Groupe libertaire Francisco Ferrer - Lorient

la répression judiciaire mais omet de mettre en avant des revendications sociales offensives contre le chômage, la précarité ou la misère, pourtant aux sources de la révolte.

C'est ainsi que l'U.T.G. et le mouvement indépendantiste marxiste M.D.E.S. (Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale), se satisfirent deux semaines plus tard de la simple annonce par les deux ministres dépêchés sur place de la création d'un rectorat pour mettre un terme à la crise.

C'est ainsi qu'aucune grève générale reconductible en soutien à la jeunesse et surtout en protestation contre les conditions sociales sévissant en Guyane : (chômage, précarité, exploitation, misère...) ne fut proposée à la population malgré le succès incontestable de la manifestation du 13 novembre.

Cette attitude de mouvements auto-proclamés progressistes guyanais ne

s'explique à mon avis que par le « réalisme politique » de ces formations, ces événements, en grande partie spontanés, ne s'intégrant pas dans leur programme de transition devant mener, selon eux, la Guyane vers l'autonomie puis l'indépendance. Quant aux formations politiques traditionnelles, elles ont été une fois de plus à la hauteur de leur réputation, ne prêchant que peur, dénonciation du mouvement et soutien aux commerçants. A l'exception notable du député radical-socialiste de Cayenne, qui, en position d'opposant et d'alternative électorale aux tenants du pouvoir local, a su habilement surfer sur le mécontentement, conciliant chèvre et chou dans tous ses discours.

A quand la prochaine colère ?

Le 3 décembre 1996 - Jérôme Résident à Cayenne Guyane française

Logique et anarchosyndicalisme

Congrès de l'AIT, Madrid, 6, 7, 8 décembre 1996

« Nous avons gommé certains côtés rasoirs de l'histoire syndicale, simplifié les tortueux cheminements des luttes de tendances, des scissions, des exclusions, bref tous ces pinaillages complètement assommants. »

Phil et Callens. Aventures épatantes et véridiques de Benoît Broutchoux

L'EXERGUE PLACÉE EN TÊTE DE CET ARTICLE a pour seule vocation d'attirer la bienveillance du lecteur, car le contenu du présent texte risque de faire partie du stock des « pinaillages complètement assommants ». Les 6, 7 et 8 décembre 1996 s'est donc déroulé le XX^e Congrès de l'Association internationale des travailleurs (AIT), congrès dont les péripéties risquaient d'être chaudes. Et chaudes, elles le furent ! Commençons par la fin, par ce qui était l'enjeu le plus important de ce congrès : deux sections nationales de l'AIT ont été exclues de l'Internationale : l'Union syndicale italienne (secteur dit « de Rome ») et la Confédération nationale du travail de France (secteur dit « de Paris », appelé aussi CNT-Vignoles). Ce sont des événements rares et ils méritent quelques mots d'explications. Les lecteurs du Monde libertaire déjà au courant des prolégomènes de cette affaire voudront bien pardonner ce qui leur apparaîtra comme une redite.

Divergences à propos des élections syndicales

En février 1993, la CNT française connut une scission dont le résultat, jusqu'à aujourd'hui, fut l'activité parallèle de deux organisations intitulées du même sigle. La cause essentielle de cette séparation ? L'attitude face aux élections professionnelles. En effet, la CNT dans son ensemble avait toujours rejeté la participation à ces élections. Sauf dans un cas très limité : participation aux élections de délégués du personnel, dans le secteur privé, dans les entreprises où la répression anti-ouvrière était particulièrement accentuée (motion du Congrès de Paris, 1987).

Lors de la scission de 1993, une partie de la Confédération se positionna sur le rejet complet de toute participation aux élections professionnelles (c'est la CNT, secteur dit « du Mans »). Une autre composante (la CNT secteur Paris) continua à présenter, éventuellement, au compte-gouttes, des candidats, essentiellement dans les conditions précisées par la motion ci-dessus citée.

Depuis cette date, février 1993, les deux rameaux de la CNT ont vécu leur vie de manière indépendante, et l'histoire de leur évolution respective n'est pas à faire ici. Elle est d'ailleurs connue d'un grand nombre de lecteurs du Monde libertaire, cela singulièrement puis les événements de novembre et décembre 1995. Chacun a pu noter l'émergence (encore timide) de la CNT secteur Paris, dont les médias (journaux, radios, télévision) se sont fait largement l'écho; la CNT secteur Le Mans ayant apparemment une activité et une apparition plus modestes. Mais ce n'est pas le nombre (des syndicats ou des adhérents) qui crée la légitimité. Ce qui la crée, ce sont le climat de confiance, la transparence, et la cohérence entre théorie et pratique.

Lors de la préparation du Congrès de Madrid ont circulé de nombreux libelles. Certains, hélas ! colportaient, à l'encontre de la CNT secteur Paris, des affirmations aussi invraisemblables que rocambolesques. La principale était que la CNT secteur Paris s'était convertie à recourir systématiquement aux élections du personnel, y compris pour les comités d'entreprise. Que l'on imagine la fureur de nos camarades de la CNT d'Espagne qui dénoncent, à mon avis à juste raison, la malversation des « comités de empresa », véritables organes de collaboration de classes.

Un vote arbitraire et des raisons dérisoires

Pendant toute la durée du Congrès de Madrid, il a été impossible de convaincre les délégations hostiles à la CNT secteur Paris de la réalité de ses positions et de ses pratiques. S'il y a une chose que l'on peut déplorer, c'est l'absence d'écoute et de dialogue.

Lors du vote décisif, on put constater les résultats suivants : refus de vote des délégations américaine et argentine; abstention de la délégation anglaise; vote favorable de la délégation

allemande pour la CNT secteur Paris; vote non statutaire d'une des deux fractions de l'USI, elle-même sur la sellette; vote négatif contre la CNT secteur Paris des délégations espagnole et norvégienne. Par deux voies contre une, le congrès de Madrid a décidé arbitrairement, et sans avoir conscience du ridicule de la chose, d'exclure la CNT secteur Paris. Si les enjeux réels n'étaient pas si considérables, on pourrait rester abasourdis devant une si grande tempête dans un si petit verre d'eau, pour des raisons dérisoires sinon imaginaires.

En 1979, à son retour du premier congrès post-franquiste de la CNT espagnole, le compagnon Floréal titrait ainsi notre

journal : « Un vainqueur, l'anarchosyndicalisme. » Aujourd'hui, il serait injuste de titrer : « Un vaincu, l'anarchosyndicalisme » Mais il est bien évident que les personnes et les organisations qui se reconnaissent dans cette doctrine et dans cette pratique ne se sont pas facilité la tâche par cette décision absurde.

Que nous réserve l'avenir ? Au mieux, une zone de turbulences dont notre mouvement a le secret. En ce qui concerne la CNT secteur Paris, libre malgré elle de toute attache, elle tentera de continuer son bonhomme de chemin. N'ayant failli en rien – j'oserais dire « au contraire » – elle continuera de se construire, avec l'objectif de devenir une

force syndicale capable de peser dans la vie sociale de ce pays. Pour indiquer ses perspectives, finalement, il n'est peut-être besoin que de rappeler son « programme », celui qui figure sur la carte d'adhérent reproduite ci-contre.

Pour déterminer la nature de ses relations avec le reste de la planète, elle restera attentive à toutes les prises de position, à toutes les évolutions. Et elle décidera, à travers ses débats intérieurs, de ses collaborations éventuelles, sans compromis ni compromission. Sur la base des principes qu'on peut lire sur sa carte.

L'anarchosyndicalisme vient de faire un faux pas, un pied de nez à la logique. Mais il s'en remettra, et vite.

Yves Peyraut

La Confédération Nationale du Travail a pour but :

- de grouper, sur le terrain spécifiquement économique, pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux, tous les salariés à l'exception des forces répressives de l'Etat considérées comme des ennemis des travailleurs ;
- de poursuivre, par la lutte des classes et l'action directe, la libération des travailleurs qui ne sera réalisée que par la transformation totale de la société actuelle.

Elle précise que cette transformation ne s'accomplira que par la suppression du salariat, par la syndicalisation des moyens de production, de répartition, d'échange et de consommation, et le remplacement de l'Etat par un organisme issu du Syndicalisme lui-même et géré par l'ensemble de la société.

La Confédération Nationale du Travail repose sur le producteur, garanti à celui-ci la direction de l'organisation des travailleurs.

La Confédération Nationale du Travail fait partie intégrante de l'AIT au sein de laquelle elle collabore à l'étude des questions sociales et économiques à l'échelle internationale et avec laquelle elle oeuvre pour la libération des travailleurs.

Du bon usage du terrorisme

L'E MOIS DE DÉCEMBRE 1996 commence presque par l'attentat du RER de la station Port-Royal. Que l'explosif utilisé ressemble, par ses composants ou son emballage, à ceux antérieurement déposés par le GIA n'aurait pas dû conduire la presse télévisée à privilégier immédiatement la piste de ce groupe armé. Le Front national parle une nouvelle fois du « laxisme » gouvernemental. Après leur manifestation contre l'autorisation préfectorale de construire une mosquée, rue de Tanger, à Paris, cette explosion ne pourra qu'alimenter leur discours sur le danger musulman.

Trompe-l'œil

Qu'un attentat soit signé ou pas, tout observateur attentif ne peut oublier que ces « signes » sont souvent maquillés. A qui ferait-on croire qu'un spécialiste en explosifs ne peut concevoir une bombe « maquillée » puisque tous les composants des bombes utilisées par les islamistes furent abondamment décrits. Jusqu'au rouleau de ruban adhésif ! La presse s'est laissée instrumentaliser. Il faut dire que des signes du pouvoir pouvaient la conforter : plan vigipirate, surveillance des frontières, bouclage des villes, etc. Mais, peut-on privilégier une piste sans preuves ?

Explosifs bruns

De 1969 à 1984 se développa à partir de l'Italie la stratégie de la tension : infiltration de l'extrême gauche pour lui attribuer des attentats et provoquer l'instauration d'une dictature. Qui ne se souvient des attentats de la place Fontana, à Milan, ou de celui de la gare de Bologne ? Les anarchistes s'en souviennent. Défense de Pinelli par les flics italiens; incarcération de son ami Valpreda qui devint aveugle et tuberculeux durant ses dix ans de réclusion; mitraillage de voitures transportant des compagnons anarchistes.

En 1987, Stefano della Chiaie est arrêté. Cet ancien truant devenu membre d'Ordine Nuovo dès 1958 fait la jonction de

plusieurs réseaux d'extrêmes de droite dans le monde. Sa responsabilité dans les attentats précédents ne peut être contestée, lui qui organisa les escadrons de la mort en Argentine, dirigea en Bolivie, avec Klaus Barbie, un groupe d'instructeurs de la police politique spécialisée dans la torture, lui qui s'occupa de la liquidation des opposants à Pinochet, qui accepta de Peron des tueurs contre l'ETA, qui protégea des barons de la drogue finançant des généraux latino-américains et qui s'acquiesça avec les services secrets américains après avoir fait ses armes avec les régimes totalitaires turcs, franquistes, portugais...

Lors de l'explosion des foyers Sonacotra, en France, fin 1988, les poseurs de bombes du PNFE et de la FPIP laissèrent sur place des tracts « sionistes » afin d'égarer les enquêteurs...

En RFA, un indicateur de la police fournit armes et explosifs au Mouvement du 2 juin qui bascula dans le marxisme-léninisme du groupe Baader. Actuellement, les juges espagnols embarrassent politiciens socialistes et politiciens de droite unis dans le secret de la manipulation étatique des tueurs du GAL.

Ces quelques éléments montrent que la maquillage du terrorisme est parfaitement maîtrisé par ses utilisateurs. Dans les dictatures déclarées, l'Etat finance directement les assassins de ses opposants. Le danger des démocraties réside dans le fait de pouvoir utiliser indirectement le terrorisme pour enfermer les populations dans un réseau fort serré de surveillance militaire.

Apparemment, la presse ne s'inquiète pas du fait que personne ne parle plus des branches fascisantes de la police française, des relations de la police italienne avec la loge P2, des rapports entre extrême droite et police en Belgique. Ne parlons même plus de l'Allemagne dont le ministère de l'Intérieur fut entre autres administrations, recomposé sur les directives données par les anciens cadres néo-nazis.

Cet article ne donnera pas la clef de l'énigme. Les anarchistes ne sont pas des voyants. Ils se basent sur l'étude de la réalité afin d'esquisser une analyse du devenir. Mais que l'on ne nous prenne pas pour des aveugles.

Joaquín Lopez. – FA d'Ariège

ÉTATS-UNIS

Anti-racist action network

« le temps est venu d'une réplique organisée au racisme »

Le ARA Network est un réseau antiraciste dans lequel est fortement impliqué la Love & Rage revolutionary anarchist federation. Son bimestriel, *Love & Rage*, consacre deux pages aux nouvelles du réseau. ARA est surtout implanté dans le Midwest mais semble se développer rapidement. Le groupe de Columbus (Ohio) assure un travail de consolidation et de structuration du réseau qui est présent dans vingt villes des États-Unis et du Canada (Minneapolis, Toronto, Flint, Detroit, Edmonton...), ce groupe a diffusé sa dernière lettre d'info à 18 500 exemplaires. Columbus organisait les troisièmes fête et congrès annuels d'ARA du 18 au 20 octobre. A côté d'une stratégie frontale de lutte contre l'extrême droite, le réseau développe une critique acerbe de la police. Minneapolis a mis en place « Copwatch », un projet de patrouilles de surveillance des flics. Le vendredi soir des militants déambulent dans les rues de Minneapolis pour surveiller les flics et prêter assistance à ceux qui seraient les victimes de violences et d'abus de pouvoir. Il paraît que les flics en sont malades !*

LE RACISME EN AMÉRIQUE est en augmentation. Dans les dix-huit derniers mois, trente-huit églises noires ont été incendiées à travers le Sud, en Alabama, Géorgie, Louisiane, Caroline du Nord, Caroline du Sud et le Tennessee. Le 20 juin, une église noire a été incendiée à Portland (Oregon) donnant une nouvelle orientation au mouvement en l'étendant au Nord-Ouest, qui comme le Sud, compte une forte proportion de racistes organisés. Portland abrite plus de deux cents skinheads nazis, la ville est blanche à 87 % et le racisme y est violent.

Les événements de cette année et demie passée devraient être un signal de réveil pour tous en Amérique. La terreur raciste n'a pas disparue et il n'en sera rien tant que nous n'y aurons pas fait face d'une manière appropriée. Jusqu'à présent, la stratégie pour combattre cette terreur a été de compter sur les flics locaux et fédéraux pour enquêter et se débarrasser des individus responsables de ces incendies volontaires. C'est ignorer complètement le fait qu'on a laissé grossir un climat de haine raciale à travers le pays et spécialement dans le Sud et le Nord-Ouest, où le Ku Klux Klan et les skins nazis construisent leurs mouvements rapidement. Nous avons besoin d'un mouvement qui s'oppose à eux à chaque fois qu'il est possible. Des groupes anti-Klan de gauche ont poursuivi le Klan en justice. Les procès peuvent peut-être gêner quelque peu son recrutement et je suis tout à fait d'accord pour prendre de l'argent au Klan. Mais les procès ne peuvent stopper un mouvement sans réel leader (les structures et stratégies décentralisées sont beaucoup utilisées par la droite raciste) et ne donne pas ce message clair que le racisme ne sera pas toléré. Le temps est venu d'une réplique organisée au racisme.

L'année dernière, le réseau d'Action antiraciste (ARA Network) a été créé. Ce réseau de groupes de militants antiracistes est concentré dans le Midwest. Il a pour but de se confronter à toutes les formes de racisme à travers l'action directe. Le réseau d'Action antiraciste se mobilise pour apparaître comme une force antiraciste lors des meetings du Klan. Le but n'est pas seulement de protester contre les meetings mais d'essayer de les empêcher. Nous avons besoin d'empêcher le Klan de recruter et de répandre l'idée que le racisme est un danger, et qu'il sera combattu dans la

rue comme aux pieds de tous les bâtiments publics où ces racistes essayeront de prendre la parole.

« La police est un groupe raciste organisé »

Le racisme n'apparaît pas seulement vêtu de cagoules blanches. La police, qui est le plus important, le plus brutal des groupes de racistes organisés, a apporté harcèlement et violence aux gens de couleur depuis qu'ils ont eu ce pouvoir. Et comme le Klan, ils ne seront pas stoppés par quelques procès. Les progressistes se plaignent de « quelques mauvais flics ». Ces quelques flics sont si méchants qu'ils ont donné à la profession entière une mauvaise réputation. Mais la vérité est bien plus fâcheuse car les flics font leur boulot exactement comme il faut. Leur boulot est de protéger du pauvre la propriété du riche et de protéger les privilèges des Blancs en échange de leur loyauté envers un système corrompu.

ARA met en évidence les liens comme les différences existants entre États, qui engendre le racisme institutionnel, et les groupes de racistes organisés qui commettent et inspirent les incendies d'églises. L'État ne soutiendra pas ouvertement ces incendies d'églises noires (il en est probablement vraiment inquiet) mais il dépense chaque année un gros paquet de dollars pour assurer le droit du Klan à la « liberté d'expression ». Dès que le Klan décide de prendre la parole sur les marches d'un bâtiment public, il peut compter sur la protection complète de l'État : c'est-à-dire des barrières autour du Klan, d'autres installées autour des manifestants antiracistes et des policiers anti-émeutes par centaines. Quelques fois, ils installent

même des snipers dont les armes sont dirigées vers les manifestants anti-Klan! Nous ne pouvons faire confiance, pour stopper la terreur raciste à ce même gouvernement qui donne de si grandes possibilités de recrutement aux racistes organisés au moment même où leurs mouvements s'accroissent.

Les groupes ARA s'engagent à combattre le racisme sous toutes ses formes. Reconnaître la police comme force raciste qui terrorise les gens de couleur dans chaque communauté, est un point crucial pour combattre le racisme aux États-Unis et au Canada. Beaucoup de groupes ARA font de leur stratégie antipolice une partie importante de leur action. Mais c'est aussi une nécessité même pour un groupe se concentrant surtout sur le combat contre le racisme de construire des groupes dont le but est de combattre le sexisme et l'homophobie. Les fascistes ne limitent pas seulement leur programme à la race - ils ont aussi une politique anti-femmes et anti-homosexuels. Ce réseau se donne pour but de combattre les flics et le Klan dans le Midwest et le Canada, de réfléchir à la manière dont on doit s'organiser contre le racisme, d'implanter le réseau ARA dans le Sud et le Nord-Ouest. Si un groupe ARA avait existé dans chaque communauté où une église noire a été incendiée, je ne puis dire que cela ne serait jamais arrivé mais avoir un groupe voulant faire ce qu'il faut pour stopper les actes racistes cela ne peut pas faire de mal.

Love & Rage :
a revolutionary anarchist newspaper
adresse : Love & Rage newspaper, PO Box 853 Stuyvesan station New York, NY 10009.

* Adresse : Columbus ARA, PO Box 82097, Columbus, OH 43202



Nous achevons syndicalistes étaient abordisme...

ML : Est-il possible la religion chrétienne Roland : Je déçois toutefois je cr... déception des ont une autre... facile à l'avenir... comme des mo... catholiques, pr... adventiste, il n... baptiser adven... blême? ». Il m'a... remarque à mo... traditionnelles... comme tout m... adventistes. A... de feu, les enf... prière. Le lend... de feu. On se p... l'église où on m... des haricots ro... mais on ne po... samedi soir. M... avec eux, le se... Marquises, 99... monde à l'église... sur toute la pop... curé se déplaç... Mes neveux n'o... Annie : Il y a... avant de mange... on ne croit pas... eu un grand sc... (180 habitants)... pas là, ils étai... allées là-bas po... Elles ont tellem... sont parties, il... emparée des ha... des bûchers, il... habitée par le d... dans l'eau salée... tuteur se barric... jours. Puis la po... et sont passées... L'église cathol... avocat. On a app... il y a la messe, le



C'est loin la Polynésie ?

dernière partie

Nous achevons ici la parution de l'interview de militants syndicalistes polynésiens. Les semaines précédentes étaient abordés le colonialisme, le nucléaire, le syndicalisme...

ML : Est-il possible ici d'être athée ou d'une autre religion que la religion chrétienne ?

Roland : Je dois bien être le seul athée ! Ce n'est pas facile, toutefois je crois que chez les jeunes, il y a une certaine déception des choses et il ne veulent plus être encadrés. Ils ont une autre façon de penser à eux, ça peut devenir plus facile à l'avenir. Dans ma famille, on a essayé de nous mener comme des moutons à la bergerie. J'ai des oncles qui étaient catholiques, protestants, adventistes. J'ai des oncles qui étaient catholiques, protestants, adventistes, il m'a demandé à plusieurs reprises de me faire baptiser adventiste ; je lui ai dit : « Pourquoi ? Tu as un problème ? ». Il m'a répondu « Oui j'ai un problème, on m'a fait la remarque à mon église ». Il y a une pression chez les familles traditionnelles. J'ai dû faire les deux églises, c'était ennuyant comme tout mais il fallait y aller. Mes grands-parents étaient adventistes. A 6 heures du soir le vendredi, on ne faisait plus de feu, les enfants ne pouvaient plus jouer, on commençait la prière. Le lendemain le café était froid puisqu'il n'y avait plus de feu. On se préparait, on s'habillait en blanc et on allait à l'église où on mangeait de la nourriture froide ; c'était souvent des haricots rouges. Après la messe, on rentrait à la maison mais on ne pouvait toujours pas jouer jusqu'à 6 heures le samedi soir. Mes cousins étaient catholiques, j'allais à l'église avec eux, le seul truc qui m'amusait c'était le décor. Aux Marquises, 99,99 % de la population est catholique, tout le monde à l'église le dimanche. Le curé avait un sacré pouvoir sur toute la population. Comme nous n'allions pas à l'église, le curé se déplaçait et venait voir chez nous si tout allait bien. Mes neveux n'ont pas eu cette pression.

Annie : Il y a un acte traditionnel qui est de faire sa prière avant de manger, pratiquement dans tous les foyers, même si on ne croit pas, on est élevé comme ça. En octobre 1987 il y a eu un grand scandale avec l'Église catholique sur l'île de Faaite (180 habitants). Ce jour-là, le maire et les gendarmes n'étaient pas là, ils étaient absents de l'île. Trois femmes de Tahiti sont allées là-bas pour une réunion charismatique, pour prêcher. Elles ont tellement prêché pendant trois jours que quand elles sont parties, il y a eu une espèce de folie collective qui s'est emparée des habitants de cette île : il y a eu 6 morts, il y a eu des bûchers, il y a eu des fils qui ont dit que leur mère était habitée par le diable, il fallait les exorciser. Ils les ont mises dans l'eau salée, ils les ont torturées et les ont brûlées. L'instituteur se barricadait car il avait peur, la folie a duré pendant 4 jours. Puis la police est arrivée, 25 personnes ont été arrêtées et sont passées en jugement, certaines sont encore en prison. L'Église catholique n'a pas été inquiétée, l'évêché a payé un avocat. On a appris comment cela se passait sur l'île. Le matin il y a la messe, les femmes y vont pendant que les enfants vont

à l'école. Pas d'école l'après-midi, c'est le catéchisme tous les jours ; le soir on retourne aux vèpres à 5 heures. Le dimanche, c'est toute la journée en prière, une journée consacrée à Dieu, on ne peut pas jouer ni se baigner. Le maître d'école avait expliqué comment c'était : les enfants étaient imprégnés de prières et comme ils sont sur une petite île où il ne se passe pas grand chose, ils n'avaient pas d'autre perspective. L'Église est grandement responsable de l'attardement mental de ces familles car elle cherche à les asservir.

ML : Donc là on a la triade : le pouvoir politique, l'armée et l'Église pour mieux vous asservir...

Annie : Restent les média : le groupe Hersant qui possède ici deux journaux quotidiens, les seuls quotidiens : *La Dépêche de Tahiti* et les *Nouvelles de Tahiti*. Il y a un troisième quotidien qui a vu le jour en octobre dernier, il est racheté en sous-mains par Gaston Flosse par une société bidon pour bientôt disparaître. Il a fait pendant quelques mois un tout petit peu de contre-pouvoir mais léger. Depuis deux mois il ne fait plus rien. Et puis il y a un mensuel, *Tahiti Pacifique*, qui fait des articles de fond qui sont assez d'opposition. Il y a eu des tentatives de journaux, notamment *L'Echo de Tahiti Nui*, un hebdomadaire satirique, le *Canard Enchaîné* et *Charlie Hebdo* réunis local, un journal assez dur et qui a fait un peu bouger les choses ; il était très lu même de façon confidentielle. Gaston Flosse avait passé une note dans toutes la fonction publique disant qu'il ne fallait pas l'acheter, dans le but de l'asphyxier. Donc il a disparu. Au niveau des radios, il y a un grand nombre de radios privées, environ une dizaine, mais elles sont toutes assez dans la ligne du gouvernement, sauf pour la consommation ou pour une neutralité commerciale. Et puis il y a Radio Tefana qui est la seule opposition, elle est au service des indépendantistes. Reste RFO, service public payé par les contribuables français. RFO - on l'appelle ici Radio Flosse Outre Mer, ou Radio Flosse Orange, c'est la couleur du parti -, RFO est complètement à la botte du gouvernement. Le directeur prend ses ordres directement de Flosse, c'est même la télévision qui le dit. On est complètement dans un cercle bien fermé, bien conditionné.

Roland : Oui bien sûr Radio Tefana c'est la radio des indépendantistes mais elle laisse l'antenne à ceux qui veulent s'exprimer, même à des membres du Gouvernement. Alors que pour les indépendantistes, il n'est pas question d'aller sur RFO.

ML : Comment est gérée Radio Tefana ?

Roland : Elle pourrait être mieux gérée. Elle est subventionnée par la commune de Faa, près de l'aéroport (commune dont le maire n'est rien d'autre que Oscar Temaru, leader du parti indépendantiste, le Tavini, ndr).

Annie : Ils tirent leurs ressources de la publicité ou des communiqués qu'ils font passer. Ils ont un budget de 34 millions de CFP par an (environ 1,7 million de FF, ndr) mais ils sont dans un local de la mairie. La plupart des employés à part un ou deux journalistes sont des employés de mairie. Le téléphone, le fax, l'Agence France Presse sont payés par la mairie, donc ils s'en sortent bien. Mais la mairie contrôle tout, c'est vraiment Radio Tavini, c'est la radio d'Oscar. C'est la radio antinucléaire, ils font du bon travail car c'est la seule radio d'opposition, donc c'est facile. Ils ne sont jamais reçus par la Présidence, ils sont même carrément interdits, virés ; impossible pour eux d'avoir un renseignement concernant le gouvernement. A la limite, ce n'est pas plus mal car ils ne sont pas confrontés aux mensonges qu'on leur fournirait. Dans les conférences de presse, Flosse et tout son gouvernement paraissent. Flosse parle seul et les journalistes sont là pour noter. Personne n'ose contester ou lui faire remarquer qu'il a changé d'avis sinon les journalistes seraient virés. Donc c'est la *Pravda*. Puis les journalistes font des interviews de Flosse en direct qui raconte des salades énormes, tout le monde le sait mais ça passe quand même.

ML : Radio Tefana couvre toute la Polynésie ?

Annie : Non, seulement les Iles Sous le Vent et les Iles du Vent. RFO émet sur toute la Polynésie.

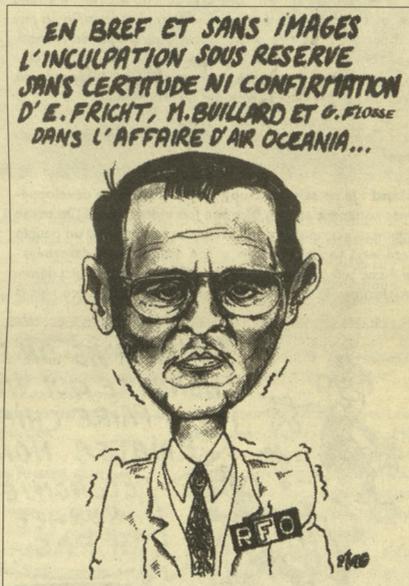
ML : Avez-vous connaissance d'une radio un peu identique par exemple aux Marquises ou aux Gambier ou aux Tuamotu ?

Roland : Aux Marquises, il n'y avait pas de radio du tout, juste RFO.

Annie : Il y a une toute petite radio locale mais qui ne traite que de faits locaux. En plus, les Marquises ne se mêlent pas tellement au reste de la Polynésie. Ils veulent se rattacher à la France et se démarquer de la Polynésie. Au niveau des présidentielles, ils ont quand même voté pour de Villiers ! Il y a un tout petit mouvement indépendantiste mais il ne peut pas tellement œuvrer car il faut des moyens énormes pour aller là-bas. Et puis Flosse arrose un maximum. Les conseillers territoriaux sont au nombre de trois : deux en faveur de Flosse et le troisième est un nationaliste qui est pour le rattachement direct avec la France.

ML : Nous avons vu quelques autocollants du FN à Papeete. Ont-ils leur « chance » ou pas ?

Annie : Non ils sont très marginaux, ils ont fait 1 % aux dernières élections territoriales, c'est la 1re fois qu'ils se présentaient. Ce sont des Français, à la base au FN, il y a aussi quelques anciens combattants du bataillon du Pacifique qui sont avec, qui sont des gaullistes par tradition. Ce sont des Français qui sont installés ici depuis très longtemps. Celle qui s'était présentée était une jeune polynésienne, la fille de



l'ancien président du FN local, elle est donc demi polynésienne, demi française. Le Parti communiste ne fait aucun score ici, il n'existe même pas. Quant à De Villiers, j'avais demandé aux nationalistes des Marquises « Vous savez qui est De Villiers un peu ? vous savez ce qu'il veut ? » et je leur avais expliqué. Ils m'avaient répondu : « Ah bon, t'es sûre ? ». En fait pour la plupart des gens, ils ne savent pas ce qu'il y a derrière ces noms. « Le FN, c'est quoi ? Ah ben c'est un bon français qui veut virer les Arabes. Nous on est Français, les Arabes ne sont pas français ». Le Pen veut virer les Arabes dehors et garder les DOM-TOM entiers, ce TOM là sera polynésien uniquement. C'est la seule chose que les gens voient, ils ne savent pas ce qu'il dit en réalité, ils ne connaissent pas son programme, ils ne voient rien. *L'Echo de Tahiti Nui* a bien tapé sur le FN local lors des élections mais comme c'était marginal...

ML : Est-ce qu'il y a des liens entre les nationalistes et l'extrême droite ?

Annie : Le discours officiel du Tavini, dans les meetings ou en petits comités, pas le discours officiel, c'est du nationalisme pur donc une forme de racisme très prononcée ; on reste entre nous, on parle le tahitien parce qu'on est chez nous, mais je comprends cela aussi. Pourtant pour moi il y a du racisme. D'ailleurs on a eu ici le rédacteur en chef de Radio Tefana, il a affirmé que le Pen c'est bien, c'est ce qu'il pense réellement.

Roland : Pour moi le racisme, c'est une maladie mentale, il faut changer l'attitude des gens. C'est évident ●●● page 10



Nouvelles de Besançon

LE VENDREDI 22 NOVEMBRE dernier, les villieristes bisontins organisaient une réunion publique sur l'immigration avec pour invité Henry de Lesquem du Club de l'Horloge. Cette réunion était prévue à 20 h 30 mais dès 19 h 30 plus d'une centaine de manifestants à l'appel de diverses organisations attendaient les villieristes devant la salle.

Cers derniers n'eurent pas la chance, comme Bruno Megret l'an passé d'avoir le soutien d'une cinquantaine de CRS. Seuls quatre policiers municipaux furent dépêchés sur place. A 21 h 30, ils renonçaient et quittaient les lieux.

Ras les murs

Le vendredi 29 novembre, au cercle

Le plus sot métier du monde

On connaît le plus vieux, et maintenant arrive sur nos écrans le plus beau métier du monde, à savoir enseignant, bien qu'un journal le qualifie pour sa part d'être le plus dur. Permettez moi aujourd'hui de rajouter un autre métier à cette liste qui s'allonge de jour en jour : le plus con. Lequel ? Vous avez trente secondes pour le deviner...

Politicien ? Perdu, ceux-là sont peut-être inutiles, mais au moins ils s'en mettent plein les fouilles. Militaire alors ? Toujours pas ; s'ils sont aussi nuisibles que les précédents, la retraite à 40 ans, le régime de sécurité sociale avantageux sont des « acquis » qu'on ne peut négliger. Non, avant de me voir citer les curés, les matons, les ouvriers de l'armement, et tous les autres parasites de l'espèce humaine, je vous donne ma réponse : agent de police.

Tout est là, dans ce mot, précisément, « agent ». Celui qui exécute toutes les basses œuvres, au grand bénéfice des puissants qu'il sert obséquieusement, et qui n'en retire que des miettes pour lui-même. De même que le chien de berger, en échange de quelques caresses, se croit infiniment supérieur aux moutons qu'il surveille, et se figure qu'il est sorti de sa condition de quadrupède, le policier n'est jamais qu'une des victimes d'un ordre social fondamentalement injuste, et dont pourtant il s'est fait le gardien. Et tout ça pour quoi ? Pour un salaire minimal, pour un boulot vil, ennuyeux et dangereux, et pour une haine latente de tout les autres. En plus d'être un traître, le flic est un masochiste. Vraiment la police est le plus sot métier du monde.

Mais que monsieur le ministre de l'Intérieur, qui nous lit régulièrement, et surtout ma modeste rubrique, ne se sente surtout pas visé par mes propos : je sais fort bien que sa condition n'est pas tout à fait celle du flic de base...

L'Atèle

Manif anti-FN au Havre

LE 7 DÉCEMBRE AU HAVRE, une manifestation était organisée à l'initiative du collectif Ras l'Front, pour dénoncer la tenue du congrès départemental du Front national, qui plus est, dans une salle municipale, gracieusement prêtée par l'actuel maire R.P.R. : Antoine Ruffenacht.

Plus d'un millier de personnes se sont réunies devant le monument aux résistants, à l'appel d'associations diverses, d'organisations, de syndicats, de coordinations lycéennes, et de partis de gauche. De nombreux anarchistes et libertaires - dont bon nombre de jeunes - étaient présents, prouvant qu'il existe un réel potentiel d'individus sensibles à nos idées.

Le cortège s'est donc rendu à la salle René-Cassin (juriste français qui fit adopter la Déclaration universelle des Droits de l'homme en 1948, obtint le prix Nobel de la paix en 1968 et qui n'aurait sûrement pas apprécié qu'un lieu portant son nom accueille des fascistes), en manifestant bruyamment et avec détermination dans les rues du Havre.

Une fois sur place, et après avoir fait reculer un premier barrage de flics, nous nous sommes retrouvés face à des gendarmes mobiles arrivés en renfort, nous empêchant d'aller jusqu'à la salle devant laquelle les nervis de la DPS (Service de sécurité du FN) pavoisaient. Nous avons alors contourné ces barrages, pour approcher un peu plus un des côtés de la salle. Là encore, nous avons « buté » sur les garde-mobiles, lance-grenades en main.

Une prise de parole a suivi, demandant aux manifestants de poursuivre le mouvement en allant à la mairie demander quelques comptes à M. Ruffenacht, évitant

ainsi que la dispersion ne se fasse aux abords de la salle, où certains auraient pu se faire tabasser par des fachos avec la bénédiction des pandores...

Mais c'est ensuite, devant la mairie, que tout s'est gâté. Un déploiement démesuré d'une centaine de CRS venaient de s'opérer : une vingtaine d'entre-eux se tenaient devant l'entrée tandis que les autres s'étaient disposés dans la rue opposée, de façon à empêcher un éventuel repli.

Tout s'est passé très vite ensuite. Alors qu'aucune exaction n'avait été commise, et que le S.O. de la manif avait anticipé un cordon de protection devant l'entrée de la mairie, les CRS ont violemment chargé, cela sans aucune sommation préalable. Des manifestants ont été frappés au sol avec un acharnement incompréhensible - les CRS essayant même d'entraîner l'un d'eux à l'intérieur de la mairie. Le bilan est lourd : il y a eu sept blessés parmi les manifestants dont un bras cassé, de nombreux points de suture et des contusions multiples pour les autres.

Que ce serait-il passé si les manifestants n'avaient pas gardé leur sang-froid devant un tel sadisme ? Une délégation a été reçue par le maire, qui s'est défilé de toute responsabilité et a même tenu des propos complètement irresponsables et provocants.

La sauvagerie de cette intervention, devant une manifestation voulant apporter des réponses politiques et non physiques contre le FN, n'était aucunement justifiée. Il faut remonter à 1958 pour voir une telle répression au Havre. De nombreux Havrais ont assisté à ce déferlement de haine et samedi soir, les mêmes propos d'indignation revenaient dans toutes les bouches. De nombreux communiqués de presse ont été édités et un rassemblement s'est déroulée le lundi 9 décembre à 18 heures devant la sous-préfecture. Nous n'en restons pas là...

Groupe Jules Durand - Le Havre

Le Pen à Grenoble

LES RUES DE GRENOBLE ont vu déambuler le 9 décembre une manifestation de 20 000 personnes, rassemblées contre le chômage, le racisme et la misère pour signifier la malvenue à celui qui exploite ce genre de fond de commerce : Le Pen.

La manifestation qui se déroulait loin de l'hôtel ATRIA, lieu du meeting du Front National, et se terminant à l'hôtel de ville, avait comme objectif de rester calme et d'affirmer la victoire pacifique de la plus grande manifestation antifasciste à Grenoble depuis 20 ans.

Ceci n'était visiblement pas le projet de la préfecture qui, animée par une incapacité soudaine, se retrouvait dans l'impossibilité de détourner le trafic routier à l'écart de la manifestation : comme tout le monde sait que police et gendarmerie sont des corps disciplinés, et que la présence de la BAC (Brigade Anti-Criminalité) et des renforts de CRS étaient annoncés par diverses voies officieuses depuis quelques jours, les gens sensés du Collectif organisateur (76 organisations) ont su prévoir le pire !

Malgré cela, les policiers en civil se sont contentés tout au long de la manifestation de faire leur habituel repérage, mais sans provoquer d'incidents majeurs comme cela arrive parfois, et seuls les talkies-walkies lançaient des rumeurs comme quoi le cortège « anar » barbouillait les façades d'œufs...

La fin de la manifestation a été un exemple parfait de manipulation de foule dont sont capables les pires imbéciles de l'extrême gauche : les JCR Red, drapeaux rouges en tête, sont partis direct sur le lieu du meeting du FN après un appel au micro en tant qu'organisation. 1 000 à 1 500 personnes les ont suivi, en croyant que le cortège était encadré car ils gardaient les brassards du service d'ordre volant dont ils faisaient tous partie. Sachant cela, certains membres de la CNT, de Ras l'Front et de l'UNEF sont allés sur les lieux afin d'esquisser, de détresse, un service d'ordre alors que la glorieuse avant-garde prolétarienne avait lâché-

ment fui ses responsabilités et abandonné aux CRS les 400 personnes échauffées, au moment où les conflits entre manifestants et CRS ont dégénéré. Le mythe de la violence de rue spontanée et soi-disant révolutionnaire avancé par les JCR Red est d'une stupidité affolante car c'est courir au suicide que d'amener 400 personnes face à 40 cars de CRS !

Pendant ce temps, la dispersion de la manifestation se faisait tranquillement, la position adoptée par les Scalpeurs et les membres de la FA était de n'envoyer personne au casse-pipe, et surtout en manipulant les individus ne connaissant pas forcément l'artillerie judiciaire réglementaire (papiers d'identité, numéro d'avocat, etc.).

Suite aux débordements à ATRIA, la BAC a profité de l'absence pour organiser une émeute, et les forces de police ont pu établir un quadrillage et un matraquage systématiques de toute la ville, procédant à des arrestations arbitraires et sanglantes... Au vu des pressions exercées sur nos militants les jours précédents (arrestation dans le cadre de Vigipirate, confiscation de matériel et intimidations diverses), c'est un « malencontreux hasard » que nous ayons été la cible, après un bon café, loin du meeting, des ratonnades de la BAC et qu'un de nos camarades se soit retrouvé placé 20 heures en garde à vue après un passage à tabac lors de son interpellation, bénéficiant d'une pause d'une heure au service des urgences de l'hôpital de Grenoble après 2 heures de garde à vue...

Après les règlements de compte au sein du Collectif organisateur, une manif de soutien aux détentions arbitraires a été organisée le jeudi 12 décembre afin de mettre le Préfet et l'Etat face à leurs responsabilités : l'autorisation de ce meeting et l'emploi de services de police réputés surexcités. Maintenant, JCRS n'est plus un mot qui fait rire sur Grenoble.

J. Valles - Black 38 Iroquoise, SCALP Grenoble

A G E N D A

jeudi 19 décembre

MONTREUIL (93) : Réunion-débat « les prisonniers politiques basques » à 20 heures au Vendémiaire, bar associatif (centre commercial Croix de Chavaux).

MONTPELLIER : Un militant de la Fédération anarchiste nimoise présentera les publications et organisations luttant aujourd'hui en Espagne pour l'anarchisme à l'Antre anar à 20 h 30.

vendredi 20 décembre

RENNES : Inauguration du local de 14 à 21 heures au 9, rue Malakof. On peut toujours apporter un soutien financier en adressant à : ACL, 9, rue MALAKOF, 35000 Rennes, ccp 4 962 98 B.

samedi 21 décembre

LORIENT : Les militants de la Fédération anarchiste de Vannes et de Lorient organisent un pot de fin d'année à partir de 14 heures au bar « Le Cabanon » 101, rue de Belgique.

ROUEN : Réunion organisée par le groupe de la Fédération anarchiste de Rouen sur la **Déviante en société libertaire et les alternatives à l'enfermement** avec J. Lesage de la Haye. Halle aux Toiles, 14 h 30.

MONTFERRAT (83) : Concert rock avec « Le son du marché » et le « Groupe de la colline ». Stand du collectif libertaire La Commune.

samedi 11 janvier

LILLE : Manifestation régionale à l'appel du Comité des sans-papiers à 15 heures place de la République.

RECTIFICATIF

En page 8 du Monde libertaire de la semaine passée (n° 1063), il fallait lire dans le titre : catholicisme : 2000 ans de dictature morale, et non 200 ans... ce qui était déjà beaucoup !